

Nous allons attendre que les mesures législatives soient présentées. Les provinces se réjouiront évidemment de l'aide supplémentaire qui leur est accordée. Il n'est pas sans intérêt que cette aide soit annoncée quelques jours à peine avant les élections provinciales en Saskatchewan. Voilà une autre coïncidence.

J'ai signalé tantôt que le ministre des Finances n'était pas à son siège. Je me rappelle, tout comme le premier ministre, j'en suis sûr, les paroles qu'il a prononcées à Toronto le 14 mars dernier, devant les membres de l'Association libérale de la région. Il a alors déclaré:

Mais comme le pauvre Walter Gordon va présenter son exposé budgétaire lundi, nous pourrions certes faire une petite prière pour lui en notre for intérieur.

J'aborde maintenant la dernière question, celle des pensions. Le régime de pension a subi des métamorphoses extraordinaires. Je me souviens du 18 juillet dernier lorsque le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a présenté son régime de pension. C'était quelque chose comme nous n'en avions jamais vu auparavant. On devait l'accepter tel quel. Il représentait la quintessence de la sagesse de tous les spécialistes en bien-être social du Canada. Il s'agissait de la première édition.

Notre parti préconise depuis nombre d'années un régime universel de pension à participation pour les Canadiens. Nous avons tout d'abord majoré les pensions de vieillesse qui s'établissaient, chose honteuse pour notre pays, à \$46 par mois. Nous les avons haussées dès notre arrivée au pouvoir. Non seulement avons-nous majoré les pensions, mais nous avons également versé les \$6 que les libéraux avaient accordés, bien à contre-cœur, durant les dernières heures du gouvernement St-Laurent. Les pensions étant portées à un niveau pouvant tout au moins assurer quelques douceurs de la vie aux bénéficiaires, nous avons ensuite abordé l'étape suivante en vue d'élaborer un régime universel de pension à participation.

Le premier ministre essaie de faire oublier cela en disant que nous n'avons même pu faire connaître le détail du programme et que la province de Québec n'y aurait donc pas souscrit. Nous n'avons pas soumis notre programme aux provinces; c'est là la seule différence qu'il y ait entre le gouvernement actuel et nous. Selon nous, il s'agissait là d'une responsabilité qui nous incombait; l'actuel gouvernement, lui, a élaboré un régime qu'il a dû modifier; celui qu'il nous présente aujourd'hui ressemble très peu au programme dont il nous avait saisis en juillet dernier, et qui a été ensuite retiré, modifié et présenté de nouveau plus tard.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Nous sommes partisans d'un régime efficace, qui saura répondre aux exigences de tous les Canadiens. Mais eux, qu'en pensent-ils? Le premier ministre parle d'uniformité. Tout d'abord, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social a déclaré que toutes les provinces devaient prendre part au régime. Puis, le premier ministre a dit «Eh bien, nous irons de l'avant, même si le Québec ne se joint pas à nous». Un peu plus tard, il faisait cette réflexion: «Mais si le Québec et l'Ontario font bande à part, la tâche deviendra difficile». Ensuite, quand il en a conclu qu'il en serait ainsi, et il se trompait du tout au tout en ce qui concerne l'Ontario, il s'est obstiné à croire que nous aurions un régime de pension canadien, même si l'Ontario et le Québec se tenaient à l'écart.

Or, monsieur l'Orateur, que s'est-il passé? On nous voile la vérité encore une fois. Dans la multitude des mots reluisants qu'on nous a servis, il nous a été impossible de découvrir ce qui s'est passé ces derniers jours, ce qui s'est produit depuis la fin de la conférence, les entretiens qui ont eu lieu. Le premier ministre déclare qu'il croit aux moyens diplomatiques employés sans déguisement. Eh bien, cette diplomatie exercée au grand jour, on n'en a pas vu l'application, naturellement, dans le cas des entretiens qui se sont tenus et qui ont abouti à cela.

Nous, qui siégeons dans l'opposition, estimons que le régime de Québec était très supérieur au vague programme présenté par le gouvernement fédéral, nous l'avons d'ailleurs toujours dit. Il était manifestement supérieur à bien des égards; en adoptant le programme de la province de Québec, le premier ministre vient de présenter un régime hybride, qui entraîne la modification du régime établi antérieurement et que l'on nous avait présenté comme une loi intangible.

Tout ce que nous pouvons dire de la dernière proposition du premier ministre, c'est qu'elle a abouti à l'acceptation de principes que le gouvernement avait niés. Nous avons déclaré que toutes les provinces devaient participer. Nous avons déclaré que nous ne pourrions en faire un régime national à moins d'obtenir cette participation. Nous avons déclaré que l'unité canadienne ne serait pas servie par un régime semblable à celui que le gouvernement avait présenté, à moins qu'on ne le modifie. A une époque où l'expression en vogue est: opter pour la renonciation, tout ce que je peux dire c'est qu'aucun gouvernement dans l'histoire n'a jamais opté pour la renonciation à plus de régimes et de vues dont le Parlement avait été saisi sous ce rapport au cours des derniers mois. Après avoir saisi la Chambre d'un régime, on a, en face des critiques, décidé, avec la force et la